



Communiqué

**Gouvernement « Borne I » :****Pour s'occuper de l'Ecologie, il faudrait une grosse tête et des petites pattes ?**

A en croire la communication accompagnant la mise en place du nouveau gouvernement provisoire issu des élections présidentielles, en attendant celui des prochaines législatives, on pourrait penser que les thématiques liées à l'écologie et à l'énergie sont tellement importantes qu'elles ont vocation à être traitées dans de multiples lieux :

- A Matignon tout d'abord avec Elisabeth Borne, Première ministre, chargée de la planification écologique et énergétique, qui s'appuiera en cela sur un Secrétaire général à la Planification écologique dédié (en la personne d'Antoine Peillon), et qui disposera d'une ministre déléguée à la Mer en la personne de Justine Benin ;
- Au ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires en la personne d'Amélie de Montchalin (à la tête d'un ministère dont le périmètre reste à préciser) ;
- Au ministère de la transition énergétique en la personne de Agnès Pannier-Runacher.

Mais cette multi-tutelle est-elle bien le signe d'un changement d'époque pour permettre d'emporter d'autres arbitrages que lors de la mandature précédente ? Ou bien le signal de l'éclatement assumé du pôle ministériel Ecologie/Transports (non cités parmi les compétences ministérielles)/Logement (idem)/Cohésion des Territoires (qu'en reste-t-il suite au transfert de la tutelle des collectivités à l'Intérieur?)/Mer ?

Prise de conscience salvatrice ou fuite en avant (les arrêtés d'attribution des différents ministères seront révélateurs), la FEETS-FO réaffirme la nécessité de renforcer un Service Public de la Nation pour porter une politique globale d'aménagement durable du territoire, et dénonce par avance tout éclatement des services ministériels actuels. Par ailleurs, l'absence de ministre des transports alors qu'il s'agit d'un secteur clef pour développer le report modal et contribuer à la décarbonation de l'économie pose question sur la réalité de la préoccupation du gouvernement sur ces questions.

De plus, pour que la communication gouvernementale soit crédible, FO appelle à :

- Revenir sur la loi 3DS qui morcelle l'action publique en renvoyant chaque « territoire » à ses propres vicissitudes et qui déshabille les services de l'État ;
- Tirer la conclusion qu'une politique prioritaire portée par Matignon ne peut dépendre de la seule chaîne de commandement du ministère de l'Intérieur au niveau territorial ;
- Obtenir des arbitrages budgétaires pour 2022 permettant le renforcement des moyens et effectifs pour porter les politiques.

Pour la FEETS-FO, se contenter d'un affichage de placer ces politiques centrales pour affronter des enjeux de société majeurs à Matignon risque fort, si l'on n'y prête garde, d'aboutir à la disparition pure et simple d'un pôle ministériel de plein exercice et transversal intégrant le logement et la Mer, en échange d'un secrétariat d'État de façade préparant le retour effectif au mieux d'un mini-ministère de l'Environnement une fois la « mode » passée.

Les politiques portées et les agents concernés méritent mieux qu'une tête qui pense à eux quand elle en aura le temps, doublée d'une colonne vertébrale territoriale qui pense sécuritaire avant le reste, ainsi que la poursuite de la liquidation de leurs compétences et moyens.

Paris, le 23 mai 2021

**Contacts :** Zaïnîl NIZARALY, Secrétaire général, 07 84 26 73 06  
Laurent JANVIER, secrétaire fédéral, 06 27 31 17 68